



**CTL Lardy – Renault, Ampère & prestataires**

Lundi 14 octobre 2024

## **Budget 2025 : à nous de faire payer les riches**

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, les classes populaires sont les premières ciblées.

### **Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics**

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

### **Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent**

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

### **Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition !**

Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire, 20200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

## **Pédagogie managériale**

La direction a annoncé le gel des dépenses et des embauches jusqu'à nouvel ordre. Mais inquiète d'une « forme d'incompréhension au regard des résultats », elle a tenu à nous réexpliquer la situation dans un mail aux CUET. C'est gentil de sa part, on avait du mal à saisir pourquoi il faudrait rogner sur nos conditions de travail alors que le groupe a fait 2,3 milliards de bénéfices et une marge opérationnelle record en 2023.

Malheureusement, les explications ne sont pas très convaincantes, car c'est toujours le même discours : la concurrence chinoise, la transition vers l'électrique, la réglementation... On souhaite bien du courage aux « managers » pour justifier auprès des collègues le plan d'économies de la direction !

## **Monitoring anticapitaliste**

La direction parle dans son mail aux CUET de « profit warning » : si on comprend bien ce langage, c'est un avertissement pour que les actionnaires puissent maintenir leurs bénéfices mirobolants, en pressurant toujours plus les salariés (ça, ça s'appelle « l'effort collectif »). Enfin pas tous : les hauts dirigeants ne vont probablement pas se faire « monitorer » tous les mois comme nous !

S'il y a besoin d'argent pour préserver les emplois, les conditions de travail et financer la transition vers des véhicules plus propres, on pourrait aussi aller le chercher là où il est vraiment : dans les poches des capitalistes - pour que les salariés contrôlent les richesses que leur travail produit.

## **Rentrée littéraire et départs volontaires**

Luca de Meo vient de publier son *Dictionnaire amoureux de l'automobile*, un probable best-seller qui ne manquera pas de susciter la curiosité... La rubrique « Alpine » commence ainsi par cette phrase étonnante : « Très souvent, on trouve les meilleures idées quand on manque de moyens ».

Les salariés du site de Viry-Châtillon auront probablement une interprétation très personnelle de cette lecture. Qui aime bien châtie bien ?

## **Montrons l'envers du Salon de l'Auto**

La fédération CGT de la métallurgie, de la chimie et Sud Industrie appellent à un rassemblement **jeudi 17 octobre au Salon de l'Auto à 11h30 Porte de Versailles**.

Depuis des semaines, la liste des sous-traitants menacés s'allonge : après MA France (fermeture et 400 emplois supprimés), ce sont Valeo (4 sites menacés : 1 300 emplois), Dumarey à Strasbourg (248 emplois supprimés), Novares (126 emplois en Alsace aussi), Bosch (deux sites menacés), Impériales Wheels, Walor, Forvia (ex-Faurecia), Continental, Marelli, et bien d'autres... Chez Michelin, 3 sites attendent d'être fixés sur leur sort.

Derrière, ce sont les constructeurs qui menacent de fermer des usines dans toute l'Europe, Volkswagen et Stellantis en tête.

Des délégations, de MA France, Valeo, Dumarey, Renault, Stellantis et d'autres se retrouveront là-bas. Une occasion rare de prendre des contacts pour bientôt se coordonner. Afin de ne pas se laisser diviser, site par site, entreprise par entreprise, et que plus une seule équipe d'aucun site ne se retrouve isolée face aux menaces de fermetures, de licenciements et de suppressions de postes !

## **Pas de remède contre la voracité patronale**

Le géant de l'industrie pharmaceutique Sanofi a annoncé négocier avec le fonds d'investissement américain CD&R un accord à 15 milliards d'euros pour lui céder le contrôle de sa filiale de produits en vente libre Opella, numéro 3 mondial des médicaments sans ordonnance, vitamines, et compléments alimentaires. Parmi les marques qu'elle fabrique, le Doliprane, médicament le plus vendu en France, mais pas assez rentable... Sanofi promet avec le gouvernement que la production restera en Normandie, mais l'entreprise n'a pas eu besoin de vendre ses filiales pour supprimer des milliers de postes ces dernières années. Alors les salariés n'ont aucune raison de lui faire confiance. Le groupe Sanofi a reçu des centaines de millions d'euros de l'État pour développer sa production, sous prétexte de défense de la « souveraineté » et de maintien de l'emploi.

La cession d'Opella donne peut-être la migraine aux chantres du « patriotisme économique » qui se sentent trahi par ce « fleuron français » qui a versé 4,4 milliards de dividendes en 2023, mais la seule chose qui compte pour les actionnaires, ce sont les profits.

## **Guerre au Liban : Macron dénonce... et laisse faire**

Au cours des derniers jours 5 casques bleus ont été blessés au sud du Liban par des tirs ciblés israéliens. Macron a jugé « tout à fait inacceptable » que les forces de l'ONU soient « visées délibérément par les forces armées israéliennes » et a prévenu que la France « ne tolérera pas » de nouveaux tirs. Et si l'État sioniste continue sur sa lancée, que fera Paris ?

À l'évidence rien, comme d'habitude. Tout au plus le ministre des Affaires étrangères reconvoquera l'ambassadeur d'Israël à Paris pour lui faire les gros yeux. Netanyahu va trembler. Son armée coloniale n'est pas près de s'arrêter...

## **Ecologie « alternative »**

Pour désinvestir dans le ferroviaire et préparer une nouvelle coupe budgétaire, François Durovray, le ministre des Transports a déclaré dans *Le Monde* qu'il préférerait les cars comme « alternative au train ».

Remplacer les trains par des cars, remplacer le fret par des camions : l'écologie selon le gouvernement...